



ASSEMBLÉE NATIONALE

8ème législature

Equilibre financier

Question écrite n° 38194

Texte de la question

M François Asensi interpelle M le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, sur les nouvelles révélations que cite Le Nouvel Economiste concernant plusieurs scandales financiers sur le marché à terme des instruments financiers plus connu sous le nom de Matif. D'après l'enquête que publie cet hebdomadaire, des sommes colossales se seraient évaporées dans des spéculations de grandes entreprises mais aussi de la sécurité sociale. Et cela en dépit du sempiternel trou, et des plans successifs d'austerité pour ponctionner les travailleurs et restreindre leurs droits à la santé et à la protection sociale : rappelons la somme de 68 milliards de francs qui a été prélevée sur les salaires de 1983 à 1985, par fiscalisation comme le 1 p 100, la taxe sur les tabacs, sur les alcools, la taxe sur les assurances automobiles, les hausses de cotisations, le forfait hospitalier ou l'augmentation des tickets modérateurs. Pendant que la sécurité sociale « boursicote », le droit à la santé et à la protection sociale est remis en cause : attaques visant à démanteler la sécurité sociale, coûts de plus en plus lourds de la prévention, des soins, des médicaments, attaque contre la retraite et développement d'assurances privées, austerité renforcée dans les hôpitaux ; c'est une médecine pour les riches et une médecine pour les pauvres qu'on installe en France. Aussi, il lui demande de faire toute la clarté sur cette affaire.

Données clés

Auteur : [M. Asensi François](#)

Circonscription : - COM

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 38194

Rubrique : Sécurité sociale

Ministère interrogé : économie, finances et privatisation.

Ministère attributaire : économie, finances et privatisation.

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 21 mars 1988, page 1232